

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Décembre 2005 : n° 40

Les institutions en question

Editorial

Nous l'avons déjà maintes fois rappelé. La France doit beaucoup aux institutions de la Ve République qui lui ont permis de rester debout malgré les nombreuses péripéties que le pays a connues depuis 1958 : une guerre civile due au dur arrachement de l'Algérie, les tumultes de 1968, le départ du général de Gaulle, la mort du président Pompidou, la fin des « Trente glorieuses » de l'économie, le changement de majorité en 1981, la crise persistante de l'emploi. Nous le savons bien : à la fois ferme et souple, notre Constitution reste, en dépit de pratiques discutables et de retouches souvent inutiles, l'armature solide sur laquelle peuvent s'appuyer les Français.

Pourquoi, dès lors, cet acharnement de plusieurs acteurs de la classe politique complaisamment relayés par certains médias, à chercher non seulement à amender, une fois de plus, le texte constitutionnel mais même à changer totalement de régime en tentant de promouvoir une « VI^e République » ? Nous trouvons plusieurs raisons à cette insistance coupable.

Chez beaucoup d'élus, même s'ils appartiennent en principe à l'actuelle majorité, on peut percevoir la nostalgie, fût-elle inavouée, du parlementarisme absolu des Républiques de jadis. Comment, en effet, ne pas regretter, quand on a reçu l'onction du suffrage universel, un système où toutes les combinaisons partisanes étaient possibles, où chaque député, chaque sénateur était une sorte de petit chef courtisé par la presse et les lobbies et à peu près assuré qu'un jour, son tour viendrait d'accéder au gouvernement ? Comment ne pas aspirer, au fond de soi, à une renaissance de cet âge d'or ?

Une telle nostalgie nous paraît particulièrement vive dans les gauches d'aujourd'hui, notamment au parti socialiste. Leur méfiance à l'égard du régime d'origine gaulliste remonte d'ailleurs, ainsi que l'a noté M. René Rémond, aux débuts d'une V^e République qu'ils n'ont jamais vraiment acceptée, comme l'a montré la fermeture totale – hélas ! – de Pierre Mendès

France à la nouvelle République. Plus récemment, on a pu retrouver des échos de cette allergie persistante dans le refus qu'ont tenté d'opposer certains responsables socialistes à l'élection du président de la République au suffrage universel. Cependant, devant la protestation d'une grande partie de l'opinion désireuse de conserver ce droit acquis, ces « réformateurs » préconisent maintenant l'élection par le peuple d'une sorte de reine d'Angleterre qu'ils baptisent, à tort, du nom d'arbitre, en oubliant que l'arbitre, dans une épreuve sportive, est

sur le terrain et non dans les tribunes... Mais le peuple serait-il encore intéressé par un aussi plat simulacre et lui apporterait-il ses suffrages ? A quoi servirait alors de les solliciter ?

Enfin, on ne peut nier que la crise de confiance que traverse actuellement la V^e République soit liée aux avatars que celle-ci a connus depuis 1986 : cohabitations fréquentes, où sa logique s'est perdue ; échecs électoraux répétés du Président qui n'en a tenu aucun compte, ce qui a gravement mis en cause sa légitimité ; rodage difficile d'un quinquennat tout de suite décevant. Doit-on donc se résigner à un lent déclin, voire à la mort sans gloire de notre République ?

Nous ne le pensons pas. Nous ne l'accepterons pas.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.
Ce n'est pas la gauche,
la France.
Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“

*En ce temps plein d'incertitudes, par conséquent de périls,
et qui exige de la part de l'Etat des desseins fermes et continus,
des institutions constantes et une politique active...*

Général de Gaulle - conférence de presse du 9 septembre 1968.

”

CHRONIQUE

Chronique

Du côté du Québec

En juillet dernier, la Conférence des peuples de langue française (CPLF) se réunissait à Sète autour d'un thème mobilisateur : «pour une francophonie fière et forte». Elle soulignait ainsi le regain de mobilisation sensible dans nombre de communautés de langue française et au Québec tout particulièrement.

Alors que Dominique de Villepin vient de reporter sa visite officielle au Québec et au Canada, on regrettera de ne pouvoir l'entendre sur les relations franco-québécoises. Aurait-il manifesté la même sympathie libérale et donc fédérale que son prédécesseur, ou aurait-il renoué avec la politique gaulliste ?

Car la question québécoise est à nouveau posée à la faveur de l'impopularité du gouvernement libéral de Jean Charest et du scandale des commandites qui entache l'Etat fédéral au plus haut niveau. L'enquête du juge Gomery et le rapport qu'il vient de remettre ont montré que le gouvernement de Jean Chrétien s'était rendu coupable d'actions frauduleuses, notamment par la mise en place d'un système de pots-de-vin et de trafic d'influence profitable au parti libéral du Québec et à un certain nombre de faiseurs d'opinion.

Dix ans après l'échec du référendum de 1995, près de 55 % des Québécois se prononceraient donc pour la souveraineté du Québec. Bien qu'il ne s'agisse que d'intentions de vote, la progression du phénomène est historique : jamais celle-ci n'avait atteint un tel niveau. Qui plus est, l'aspiration nationale est particulièrement forte chez les nouvelles générations

d'électeurs et suscite l'adhésion d'une part, toujours faible mais croissante, des «nouveaux Québécois».

Le souverainisme québécois se relève enfin de son échec de 1995. Condamné à gouverner sans pouvoir réaliser la souveraineté, le parti québécois a été depuis dix ans l'une des principales victimes de cette perte de sens. Au moins s'est-il illustré par sa capacité à gouverner un Etat, fut-il encore provincial. Surtout, la révélation des manœuvres fédérales conforte une majorité de Québécois dans l'idée de s'être fait voler leur pays en 1995.

Reste que les prochaines élections québécoises n'auront pas lieu avant deux ans. Ajoutons que si la souveraineté est au plus haut, le souverainisme est en crise depuis dix ans et que les tensions ont été avivées au sein du parti québécois. D'autres formations ont vu ou vont voir le jour. Enfin, le parti québécois est entré dans une course à la chefferie

après le départ de Bernard Landry et cette compétition est l'occasion de «chicanes» sans fin sur les moyens et les modes de réalisation de la souveraineté. En toute hypothèse, elle devrait être remportée par André Boisclair, autrement dit par une toute nouvelle génération d'hommes politiques québécois.

Dans la perspective probable d'un troisième référendum, la France aura une nouvelle fois un rôle crucial à jouer et les amis du Québec doivent dès à présent se mobiliser.

Jérôme BALOGE



ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

A lire :

Trois livres sur Jacques Chirac

A un an et demi de la prochaine élection présidentielle, l'heure des réquisitoires contre Jacques Chirac semble avoir sonné dans les librairies, avec la sortie de pas moins de trois livres : «*Jacques le Petit*» (Stock) de Laurent Mauduit, «*Accusé Chirac, levez-vous !*» (Editions du Seuil) de Denis Jeambar, et «*Le gâchis*» (Bourin Editeur) de Robert Schneider.



La charge la plus sévère mais aussi la plus juste vient de Robert Schneider, rédacteur en chef du service «politique intérieure» du *Nouvel Observateur*. Tout au long de l'ouvrage, qui se défend pourtant d'être «une attaque personnelle contre l'homme», l'auteur développe sa thèse : Jacques Chirac «n'avait pas la stature» d'être un homme d'Etat. Le livre débute ainsi par une cruelle opposition entre l'actuel président de la République et deux de ses prédécesseurs, De Gaulle et Mitterrand, qui, «chacun à sa manière», ont «marqué l'Histoire» et «laissé une trace» : «Rendre sa grandeur à la France pour le premier, faire accéder la gauche au pouvoir, installer l'alternance comme dans toutes les démocraties pour le second. Chirac, lui, n'a jamais su donner de sens à son action. Il n'a jamais montré la voie, jamais porté un grand projet pour la France, jamais su rassembler les Français».

Le Chirac de Robert Schneider revêt deux principaux traits de caractère : un manque de

conviction et une pratique clientéliste. «Seul son intérêt du moment dicte sa conduite. Il peut tenir des propos contradictoires avec la même force de conviction», écrit l'auteur. Poursuivant plus loin : «Puisqu'il ne croit à rien, l'homme a été capable de croire successivement à tout». Avec la conséquence suivante : «A force de vouloir ne déplaire à personne (...) Chirac a fini par décevoir tout le monde». Pointe ici le clientélisme dont Robert Schneider accuse également Jacques Chirac : «La France n'est pour lui qu'une grande Corrèze, on s'y implante, on y réussit à coup de subventions, d'interventions, de services rendus aux diverses catégories sociales».

Autant de critiques qui rejoignent, bien souvent, celles des gaullistes de conviction... Pour le reste, les trois livres laissent une impression de malaise, Jacques Chirac n'étant, bien souvent, qu'un prétexte pour dénoncer autre chose. L'ouvrage de Laurent Mauduit, éditorialiste au journal *Le Monde*, est à ce titre le plus critiquable. L'auteur, marchant dans les pas du François Mitterrand auteur en 1964 du «Coup d'Etat permanent», avoue lui-même «qu'au-delà de l'homme, c'est d'abord et surtout le système qu'il incarne qui est, ici, en cause» : les institutions gaullistes. Laurent Mauduit explique même que «le virus du bonapartisme» a «contaminé largement la gauche française», en critiquant particulièrement Laurent Fabius (qualifié de «Laurent le Petit» !), «enfant de la rencontre malheureuse entre la gauche et la V^e République»...

Sans doute involontairement, Laurent Mauduit nous livre ici une clef possible de lecture des débats actuels au PS, où la remise en cause des institutions de la Ve République prend une place de plus en plus importante. La majorité du parti ayant accepté la construction d'une Union européenne d'inspiration néolibérale, la question institutionnelle viserait à remplacer la question sociale au cœur du projet politique :

«C'est peut-être cela, d'ailleurs, le principal et le plus grave échec des socialistes, au lendemain de leur victoire en 1981 : l'échec démocratique (...) Passe encore de s'incliner face aux marchés, mais pourquoi avoir baissé les bras face à des institutions aussi anti-démocratiques, uniques en Europe ?».

La même critique peut être opérée à propos du livre de Denis Jeambar, directeur de la rédaction de *l'Express*, qui accuse Jacques Chirac d'avoir, sur la géopolitique et sur les idéologies, «trente années de retard». Honnête, l'auteur admet que «l'accusation, évidemment, serait excessive et injuste si l'on ne s'en tenait qu'à lui». Chantre d'un «nouveau modèle social français» et dénonciateur d'une France «prisonnière d'un Etat-providence né de la seconde guerre mondiale», il place même au passif de Jacques Chirac la création, en 1967, de l'ANPE : «Devant l'histoire, il porte la lourde faute d'avoir inventé la machine infernale qui entretient la pénurie des emplois et encourage le choix du chômage». Selon lui, la France serait aujourd'hui «le seul malade de l'Europe», par opposition à une Allemagne qui «a procédé à une modernisation impressionnante de son appareil industriel et négocié une baisse du pouvoir

d'achat de ses salariés qui rend le pays compétitif». Une critique aussi présente dans le livre de Robert Schneider, qui reproche à Jacques Chirac d'avoir «empêché la droite française de se convertir franchement au libéralisme».

Enfin, sur les questions internationales, Denis Jeambar en veut au chef de l'Etat d'avoir «pris un risque inédit» : «il est en effet le premier dirigeant occidental à avoir brisé l'unité de l'Alliance atlantique qui, depuis 1945, faisait la force des démocraties (...) Lorsqu'on appartient au même camp, il est des rendez-vous entre alliés qu'on ne manque pas. Chirac a raté celui de Bagdad parce qu'il s'est trompé dans ses analyses et dans sa stratégie internationale personnelle».

Ces trois lectures laissent donc une impression curieuse. Car, paradoxalement pour ceux qui reprochent à Jacques Chirac d'avoir trahi le gaullisme (cohabitation, quinquennat, démantèlement du legs social de la Libération, réintégration rampante des instances militaires de l'OTAN...), ce qui lui est souvent reproché dans ces livres, c'est, précisément, d'être encore trop gaulliste aux yeux de leurs auteurs...

Laurent PELVEY

DIALOGUES

Dialogues

1 *N'avez-vous pas le sentiment que les responsables européens jouent aujourd'hui une pavane pour une Europe défunte ?*

La Lettre d'Argos : C'est tout à fait notre avis. Ces responsables donnent en effet le sentiment qu'après l'échec du référendum du 29 mai – dont ils avaient été de fervents partisans – et après celui des négociations budgétaires qui l'ont suivi, ils se trouvaient à court d'idées et de projets. De fait, ils étaient tellement convaincus que le texte du traité constitutionnel qu'ils soutenaient allait être adopté qu'ils n'avaient manifestement prévu aucun «plan B» (pas

plus que les défenseurs du «non») en cas de défaite.

Nous prenons acte de cette carence, prolongée par celle du Sommet «informel» de Hampton Court en octobre dernier, dont il n'est rien sorti de concret. Il apparaît en même temps que la présidence britannique de l'Union ne semble pas de nature à faire progresser de façon significative les thèses de M. Blair sur la politique agricole commune. En tout cas, les Eurocrates, acteurs ou commentateurs, qui avaient essayé de donner mauvaise conscience aux partisans du «non» au référendum en prétendant qu'ils allaient ainsi ouvrir la voie à une Europe

anglaise, se sont, une fois de plus, lourdement trompés, en dépit de la sympathie que porte ouvertement M. Barroso à leurs thèses. Et ces Eurocrates n'amélioreront pas le jugement que le peuple français porte sur eux en accusant la France d'être aujourd'hui un pays «paumé»...

Mais il ne suffit plus de maudire le choix des Français ni de geindre sur la «paralyse» actuelle de la construction européenne : il faut encore préparer une relance de cette grande entreprise, que nous souhaitons, pour notre part, autant que MM. Giscard d'Estaing ou Douste-Blazy, mais avec l'espoir de lui donner, enfin, des bases réalistes et honnêtes.

2 *Comment réagissez-vous aux troubles qui viennent d'affecter les banlieues ?*

La Lettre d'Argos : Nous avons constaté avec consternation la succession d'incidents déplorables qui viennent de se dérouler dans plusieurs banlieues de la région parisienne et dans un nombre important de villes de province.

Il ne nous appartient pas d'analyser, dans le détail, ces violences ni d'apprécier la part qui devait être faite, dans la solution à y apporter, à la répression et à la compréhension. Nous ne pouvons, quant à nous, que faire confiance à cet égard aux pouvoirs publics, qui détiennent seuls la légitimité de la démocratie, dans la mesure, bien entendu, où ils respectent eux-mêmes les exigences fondamentales du droit et de l'équité. Et nous ne pouvons que nous réjouir du retour au calme actuel.

En revanche, nous estimons qu'il est toujours de notre devoir de rappeler, à la lumière des principes permanents du message gaulliste, trois données que nous croyons essentielles.

Il nous apparaît, tout d'abord, que les politiques consistant à agir dans et pour le seul court terme en réaction à l'événement, ne peuvent rien construire de durable et sont vouées à l'échec. La crise que nous venons de vivre devrait, au contraire, être l'occasion de procéder, en amont, à des choix clairs sur la politique d'immigration qu'il faudra mener demain dans un contexte national et international qui ne cessera d'être difficile. Les incertitudes,

les contradictions et l'improvisation qui ont longtemps marqué cette politique doivent être proscrites en ce domaine plus qu'en tout autre.

En outre, dans les circonstances présentes, l'unité de la nation doit être défendue avec intransigeance, non seulement en renforçant l'arsenal législatif et réglementaire existant, mais aussi en faisant appel sans complexe aux valeurs du patriotisme. La France, dans toutes ses diversités et tous ses territoires, doit être protégée et aimée pour elle-même, dans la fidélité à son histoire, dont la composante humaniste ne saurait être oubliée.

Enfin, il importe, à tout prix, de sauvegarder l'unité de l'Etat. Les clivages qui ont divisé le gouvernement, parfois attisés par des manœuvres sans grandeur, ne pourraient se renouveler sans porter atteinte à la dignité du pouvoir et à l'efficacité de son action. Toute exploitation politicienne des difficultés des banlieues serait, en effet, scandaleuse.



3 *Que pensez-vous du nouveau rapport de forces qui vient de s'établir au parti socialiste ?*

La Lettre d'Argos : Nous ne cachons pas notre perplexité.

En ce qui concerne les motions proposées, le 9 novembre, au vote des militants par les principaux courants du parti, nous ne

saurions être surpris de leur contenu, dans la mesure où elles expriment les différentes nuances de la sensibilité social-démocrate française. Nous en prenons acte. Nous regrettons toutefois l'inspiration fédéraliste en matière européenne de la plupart d'entre elles et, bien entendu, l'orientation hostile aux institutions de la V^e République proclamée par M. Montebourg et quelques autres : ce mélange de démagogie à courte vue et d'inconscience pour l'avenir ne nous séduira jamais, malgré les moulinets de leurs auteurs.

Quant au Congrès du Mans, des 18 au 20 novembre derniers, il ne pouvait être que la traduction en choix tactiques des

votes intervenus. Nous attendons donc que ceux-ci soient finalisés, au delà d'une «synthèse» sans doute provisoire, pour porter un jugement motivé sur le nouveau cours qui devrait être désormais celui du PS, sur son programme, sur l'esprit dans lequel il envisagera une candidature pour la prochaine élection présidentielle. Nous formons seulement le vœu que les responsables de cette importante formation politique n'oublie pas que leur parti est plus qu'une machine à faire plaisir aux militants : c'est aussi, c'est surtout une force populaire appelée à jouer tout son rôle dans le dialogue démocratique ■

ANNIVERSAIRE

Anniversaire



Nous sommes heureux aujourd'hui de publier notre quarantième numéro.

A raison de cinq numéros par an, comme nous nous y étions engagés, nous avons pu ainsi rendre compte pendant huit ans de ce qui nous a semblé essentiel dans l'actualité nationale et internationale, à la lumière de quelques principes simples mais, à nos yeux, impératifs. Ce sont ceux que nous avons rappelés, sans vaine nostalgie mais avec fermeté, d'un gaullisme de conviction et de progrès, touchant à la fois au maintien des institutions de la Ve République, au soutien d'une politique extérieure d'indépendance et de coopération, à la recherche d'un volontarisme économique, et à la quête, jamais achevée, de la participation dans la société.

Sur ces bases, nous nous sommes efforcés – et nous continuerons à le faire – de rassembler les gaullistes sociaux qui ne cherchent pas, dans leur fidélité à l'héritage de Charles de Gaulle, à adopter une posture ni à se réfugier dans un alibi, mais entendent procurer aux plus jeunes la référence majeure dont ils auront besoin

demain, dans notre univers tourmenté, pour guider leur action.

Nous remercions vivement nos abonnés et nos lecteurs, ainsi que celles et ceux qui, par leur dévouement et leur talent, nous ont permis de poursuivre ce combat. Pour que celui-ci se prolonge et même s'amplifie dans les années décisives qui s'annoncent, nous faisons appel à toutes les bonnes volontés qui s'offriraient à nous aider.

Nous leur en exprimons, à l'avance, notre amicale reconnaissance.

La Lettre d'Argos



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHASTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Décembre 2005, n° 6749